



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

14 juin 2016



CANADA

ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE (APFF)

L. Godbout, « [Les perspectives d'avenir concernant la fiscalité des sociétés au Québec](#) », *Revue de planification fiscale et financière*, Vol. 36, no. 1, 2016 (Veuillez noter qu'il faut s'abonner aux publications de l'APFF pour consulter ce document)

Réduire les dépenses fiscales ciblées pour réduire l'impôt des sociétés

Au cours des dernières années, plusieurs ont milité pour une réduction du poids de la fiscalité des sociétés. Si le gouvernement fédéral a répondu favorablement, qu'en est-il exactement sous l'angle du fardeau fiscal global des sociétés québécoises? Dans un premier temps, cet article trace un bref état de la situation en vue de cerner l'évolution des grands paramètres fiscaux applicables aux sociétés. Puis il aborde différents aspects permettant de jauger la compétitivité de la fiscalité des sociétés au Québec. Enfin, il s'intéresse à la réforme de la fiscalité québécoise dans le contexte canadien.

ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE (APFF)

M. Rizqy, « [Impact de l'économie numérique de partage sur la fiscalité de la province de Québec et de ses municipalités](#) », *Revue de planification fiscale et financière*, Vol. 36, no. 1, 2016 (Veuillez noter qu'il faut s'abonner aux publications de l'APFF pour consulter ce document)

Les gouvernements doivent accepter le changement et déterminer un nouveau cadre législatif

L'économie de partage est la nouvelle façon de faire du commerce. En 2014, plus de 9 000 entreprises de partage ont été répertoriées. Plusieurs ont vu le jour il y a moins de cinq ans et pourtant, elles redéfinissent complètement les habitudes des consommateurs. Il est difficile d'appliquer les règles traditionnelles actuelles, comme celles qui régissent la protection des consommateurs, le transport et l'hôtellerie ainsi que les règles fiscales. Bien que l'économie de partage représente des milliards de dollars, les recettes échappent en très grande partie aux administrations fiscales. Comment y remédier? Devant ce nouveau paysage économique, il est grand temps que les décideurs emboîtent le pas à l'industrie et déterminent un nouveau cadre législatif fiscal afin de pleinement s'arrimer avec leur temps.

ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE (APFF)

J. Vidal, « [La province de Québec et les municipalités du Québec face à la concurrence fiscale: Faut-il envisager un pacte fiscal entre juridictions?](#) », *Revue de planification fiscale et financière*, Vol. 36, no. 1, 2016 (Veuillez noter qu'il faut s'abonner aux publications de l'APFF pour consulter ce document)

Les juridictions doivent négocier un pacte fiscal pour encadrer la concurrence fiscale

Le présent texte décrit une sorte de concurrence fiscale qui agit non seulement sur le rendement du capital après impôts, mais également sur le coût du travail. Les incitatifs inventés à un endroit font naître une surenchère. Les gouvernements deviennent prisonniers du jeu; le flux des impôts peut s'inverser (les gouvernements versent de l'argent aux entreprises plutôt que l'inverse); et, la production mondiale n'est plus ce qu'elle devrait être. La négociation d'un pacte fiscal entre juridictions pour encadrer la concurrence fiscale est nécessaire

CONFERENCE BOARD DU CANADA

T. Dinh, A. Dobrescu et G. Sutherland, « [Améliorer l'accès aux soins de santé canadiens : Le rôle des politiques fiscales](#) », 26 mai 2016, 83 p. (Veuillez noter qu'il faut s'abonner pour consulter ce document)

La politique fiscale pour améliorer l'accès des canadiens aux soins de santé

Un accès équitable et en temps opportun à des services, des produits et des programmes de santé essentiels aide à assurer la santé et le bien-être des Canadiens, avec à la clé une population active en meilleure santé. Malgré un système de santé principalement public, les frais à la charge des patients (p. ex. soins dentaires et médicaments sur ordonnance), sont lourds pour beaucoup de Canadiens, en particulier les personnes âgées ou à

faible revenu, les chômeurs et les travailleurs indépendants.

Les gouvernements savent qu'il est nécessaire de réduire les coûts à la charge des patients par des politiques fiscales. Cette étude en évalue plusieurs types, dont le CIFM et le CICPE. Elle examine leur rôle pour ce qui est d'améliorer l'accès aux services de soins de santé non ou insuffisamment assurés, et leurs coûts en perte de recettes fiscales fédérales. Elle analyse également l'incidence possible de l'application au Canada d'une déduction fiscale médicale. Globalement, on ne sait pas s'il est possible d'utiliser les politiques fiscales en matière de santé pour améliorer l'accès aux soins.

CONFERENCE BOARD DU CANADA

J. Adès, « [Comparaison des charges fiscales](#) », 2 mai 2016, 67 p. (Veuillez noter qu'il faut s'abonner pour consulter ce document)

Le fardeau fiscal des Québécois est le plus lourd au Canada

Ce rapport compare le fardeau fiscal des entreprises et des particuliers dans les différentes provinces sur la base du calcul des ratios moyens de charge fiscale. Le rapport se divise en deux sections principales : la première porte sur les ratios de charge fiscale des entreprises et la deuxième, sur les ratios de charge fiscale des particuliers. Nos calculs du fardeau fiscal des entreprises reposent sur les données de Statistique Canada, alors que ceux du fardeau fiscal des particuliers se fondent sur une combinaison de données de Statistique Canada et de l'Agence du revenu du Canada. Ce rapport aborde également la notion de taux effectif marginal d'imposition et présente les résultats d'études externes.

Le poids de la fiscalité est un facteur clé qui affecte à la fois le coût de la vie et le coût d'exploitation des entreprises. Cette recherche fournit donc aux organisations canadiennes de précieux renseignements sur l'attractivité fiscale de chaque province.

R. Boadway et J.-F. Tremblay, « [Modernizing Business Taxation](#) », 31 mai 2016, 28 p.

La modernisation de l'imposition des sociétés au Canada passe par une modification de la base fiscale

The Canadian corporate income tax system is subject to a number of problems that call for fundamental reforms, starting with rethinking the main role of the system. The corporate tax is mainly designed to serve as a withholding device for the personal income tax. It prevents shareholders from sheltering corporate-source earnings from the personal income tax by taxing those earnings at source. Integration of the corporate income tax and of the personal income tax, through the dividend-tax credit and the preferential treatment of capital gains, mitigates the potential for double taxation. We argue that exposure to international capital markets, which implies that the incidence of the corporate tax is largely shifted to labour, and the fact that most capital income can be sheltered from the personal income tax undermine the withholding role of the corporate tax and make integration provisions unnecessary. The current system also leads to distortions in firms' investment decisions, financing decisions, risk-taking and innovation efforts, and decisions about where to locate business activities and where to report profits. Tax competition and international profit-shifting are also putting downward pressure on tax rates. This Commentary examines these problems and formulates a number of recommendations for reform.



ÉTATS-UNIS

BROOKINGS INSTITUTE

M. Grinstein-Weiss, B. Wrussell, W. Gale et al., « [Behavioral Interventions to Increase Tax-Time Saving: Evidence From a National Randomized Trial](#) », 25 mai 2016, 24 p.

Devrait-on offrir des incitatifs fiscaux à ceux qui épargnent une partie de leur

remboursement d'impôt pour stimuler l'épargne?

Many American households have accumulated very little wealth in general and little contingency savings in particular. Lack of access to assets in a time of emergency can cause material hardship and can turn what might have been a minor economic issue, such as a car repair or a spell of unemployment, into a major economic setback. However, there are opportunities to address the lack of contingency savings in US households, and the annual windfall that comes from the income tax refund is a particularly compelling one. Concerns about the level of saving and the possibilities raised by large refund checks have drawn the interest of policy makers and researchers, motivating efforts to encourage households to save part or all of the refund. Several previous papers, noted below, have examined ways to encourage households to save portions of refunds or to save at the time of tax filing. That literature has reported mixed success.

This article provides new evidence from a large-scale experiment examining how public policies could affect household saving out of income tax refunds. In the experiment, households that filed income tax returns with a preparer, received refunds, and chose to receive the refunds electronically were randomized into nine different groups: a control group and eight treatment groups. The eight treatment groups were exposed to different combinations of four saving prompts—none, general saving, retirement saving, or emergency saving—and two suggested savings allocations of the refund (25% and 75%). Members of the control group received neither a saving prompt nor a suggested allocation. Our central results are that higher suggested savings allocations generate higher allocations to savings accounts, but the effects are small. Moreover, the various prompts reminding people of different reasons to save generally have no effect or have a negative impact.

NATIONAL TAX JOURNAL

R. England, « [Tax Incidence and Rental Housing: A Survey and Critique of Research](#) », *National Tax Journal*, vol. 69, no. 2, juin 2016, pp. 435-460 (Veuillez noter qu'il faut s'abonner aux publications du NTJ pour consulter ce document)

Qui du propriétaire ou du locataire paie réellement les taxes sur la propriété immobilière?

A longstanding question in economic research has been the incidence of taxes on land and on developed parcels of real estate. In the case of agricultural land, is it the landlord or the tenant farmer who ultimately pays a land tax? In the case of urban rental housing, is it the apartment owner or the renter who pays the property tax? This paper surveys the modern economic literature that has addressed these questions. Although some progress has been made in providing answers, this paper argues that several key issues have not yet been addressed in the literature. We need additional research before we can know with confidence the extent to which renters bear the property tax.

NATIONAL TAX JOURNAL

W. Oates et W. Fischel, « [Are Local Property Taxes Regressive, Progressive or What?](#) », *National Tax Journal*, vol. 69, no. 2, juin 2016, pp. 415-434 (Veuillez noter qu'il faut s'abonner aux publications du NTJ pour consulter ce document)

Les taxes foncières : une forme de tarification?

Local property taxes are commonly regarded as regressive, but the two dominant (and competing) views of the property tax would disagree. Under the capital-tax view, the national element of the tax is a tax on real estate capital, which makes it somewhat inefficient but progressive, given the distribution of ownership of real property. Under the benefit view, the local component of the property tax is not really a tax but a fee for service. We describe evidence that the capital-tax view applies in relatively undeveloped areas, while the benefit view is more relevant in developed urban areas.

TAX POLICY CENTER

S. Rosenthal et Lydia Austin, « [The Dwindling Taxable Share of U.S. Corporate Stock](#) », 16 mai 2016, 12 p.

Le nombre croissant d'actionnaires non-résidents devrait-il entraîner une réforme du mécanisme d'intégration?

Only about one-quarter of U.S. corporate stock is held in taxable accounts, far less than most researchers and policymakers thought. The share has declined sharply from more than four-fifths in 1965. In a report published today in the journal *Tax Notes*, my Tax Policy Center colleague Lydia Austin and I found the other three-quarters of shares now are held in tax-exempt accounts such as IRAs or defined benefit/contribution plans, or by foreigners, nonprofits or others.

TAX POLICY CENTER

J. Nunns et E. Toder, « [Effects of a Federal Value-Added Tax on State and Local Government Budgets](#) », 21 avril 2016, 36 p.

L'adoption d'une taxe sur la valeur ajoutée au niveau fédéral réduirait-il les recettes des États américains?

A longstanding concern of state and local governments is that a federal value-added tax (VAT) could shrink sales tax bases. But a federal VAT could have even bigger effects on other revenues and spending through changes in incomes, relative prices, and asset values. To illustrate the range of budgetary effects of a VAT, we examine both a broad and narrow based VAT, with no change and an increase in the price level, and both short- and long-run time horizons. We find that, in some circumstances, a federal VAT could even improve the fiscal position of states and localities.

URBAN INSTITUTE

L. Wheaton et K. Stevens, « [The Effect of Different Tax Calculators on the Supplemental Poverty Measure](#) », 5 mai 2016, 95 p.

Des modèles alternatifs de taxation et leur impact sur le taux de pauvreté

Income taxes are an important component of the Supplemental Poverty Measure (SPM) but are not

reported on the Current Population Survey Annual Social and Economic Supplement (CPS ASEC). Instead, the Census Bureau uses a tax calculation program to calculate taxes for individuals and families in the CPS ASEC. In this paper, we compare the results of the Census Bureau's tax model with results from three other tax models—TAXSIM, the Bakija model, and TRIM3. We find that the tax models produce similar results and the choice of tax model has little effect on the SPM poverty rate.

URBAN INSTITUTE

E. Toder, « [Approaches to Business Tax Reform](#) », 26 avril 2016, 22 p.

Des façons de financer le manque à gagner advenant une réforme de l'impôt sur les sociétés aux États-Unis

Institute fellow Eric Toder testified before the US Senate Committee on Finance during a hearing entitled "Navigating Business Tax Reform." In his testimony, Toder presented his research on the state of the corporate income tax and a review of current legislative proposals. He outlines two approaches that would allow for a reduced corporate income tax rate: increased taxation of shareholder income and introduction of new revenue sources.



INTERNATIONAL

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK (SSRN)

A. Christians et A. Ezenagu, « [Kill-Switches in the New U.S. Model Tax Treaty](#) », 18 mai 2016, 31 p.

Traités fiscaux: de la présomption de bonne foi à l'anticipation de mauvaise foi

The new US model income tax treaty contains an unusual addition: mechanisms for the parties to unilaterally override the negotiated treaty rates in specified circumstances. Previewed last year in proposed form — a first for Treasury — these new mechanisms work as kill-switches, partially terminating the treaty as to one or both treaty partners. The idea is to forestall a more problematic

outcome, such as an enduring breach of one of the parties' expectations, or the opposite, a complete termination of all the treaty terms in the face of such a breach. Yet embedding a kill-switch in a treaty creates distinct legal, procedural, and political pressures in the tax-treaty relationship that implicate treaty negotiation, ratification, interpretation, and dispute resolution. Kill-switches also communicate a defensive tenor in the tax treaty relationships among many countries. This Article analyzes the new kill-switch provisions and concludes that their introduction in the U.S. Model reflects the steady deterioration of tax treaties from essentially diplomatic documents premised on the good faith of the parties to detailed contracts drafted in anticipation of the opposite.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK (SSRN)

M. Graetz et A. Warren Jr., « [Integration of Corporate and Shareholder Taxes](#) », 16 mai 2016, 41 p.

Système d'ingrétation: Un remède aux transferts de fonds aux sociétés étrangères affiliées bénéficiant d'un taux d'impôt avantageux

Integration of the corporate and individual income taxes can be achieved by providing shareholders a credit for corporate taxes paid with respect to corporate earnings distributed as dividends. When such integration was previously considered in the U.S., proponents emphasized that it could reduce or eliminate many of the familiar distortions of a classical corporate income tax. Integration would also provide a framework for addressing current concerns for tax incentives for U.S. companies to shift income to foreign affiliates in lower-taxed countries or to expatriate in "inversion" transactions. A recent Congressional proposal for a corporate dividend deduction coupled with withholding on dividends could achieve equivalent results, while also reducing effective U.S. corporate tax rates.

Équipe de rédaction

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé.

Recherche et sélection des articles :
Alexandre Ely, Batoul Hassan, Gabrielle
S. Leblanc, Julie Lemieux, Catherine
L'Espérance et Jessica Morin-Côté

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.adm@USherbrooke.ca